

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 977
VENDREDI 2 NOVEMBRE 2012

Dispensé de timbrage BREST CTC

Mobilisés !

Dans son premier discours de Premier secrétaire national, après le vote des adhérents, Harlem Désir a montré, avec forces, quelle orientation il entend donner au PS. A Toulouse, ville de Jean Jaurès, il s'est réclamé du socialisme du réel, du socialisme concret.

doivent empêcher ceux qui s'aiment de se marier».

« Il en sera de même pour le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers vivants sur notre sol », a rappelé Martine Aubry.

Après l'intervention de Jean-Marc Ayrault qui a dessiné le « **nouveau modèle français** », Harlem Désir a rappelé l'action engagée du gouvernement : la retraite à 60 ans pour les salariés qui ont commencé à travailler tôt, les 150 000 emplois d'avenir, les recrutements dans l'Éducation nationale, priorité des priorités pour le président de la République, l'augmentation du SMIC et de l'Allocation de rentrée scolaire, la réforme fiscale qui impose le capital sur le même plan que le travail, la création de la banque publique d'investissement.

« **Les 60 engagements de François Hollande seront tenus** », a-t-il rappelé « **c'est notre devoir et notre responsabilité** ». Et pour cela, les socialistes devront aller convaincre les Français. Faute d'avoir pu empêcher les changements, certains veulent maintenant l'entraver. « **Mais nous allons abattre ce nouveau mur des privilèges** ». Surtout, le PS ne doit pas se laisser impressionner par une droite qui n'a tiré aucune leçon de sa défaite mais qui n'hésite pas à imposer un point de vue pourtant sanctionné par les électeurs.

Il faudra aller à la rencontre des Français pour leur expliquer que le droit au mariage et à l'adoption pour tous est une réforme juste.

« **Ce n'est pas parce que messieurs Fillon et Copé ne s'aiment pas qu'ils**

Soutien résolu du gouvernement, le Parti Socialiste sera aussi une force de propositions. Pour cela, le nouveau Premier secrétaire national a appelé les socialistes à ouvrir les portes et les fenêtres du parti pour que les représentants de toutes les forces vives, associations, syndicats, soient associés aux réformes du changement.



Main dans la main pour le changement

Il s'est également engagé à être un Premier secrétaire « **féministe** », animant un secrétariat national, pour la première fois, totalement paritaire.

C'est à cette double tâche que vont maintenant s'atteler les socialistes : soutenir l'action du gouvernement, mais aussi bâtir l'avenir pour inventer la France et l'Europe face aux enjeux de demain. 🇫🇷

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DEPOSÉ LE 31/10/2012



Dossier de la semaine

Notre décentralisation



Vie de la Fédération

Toulouse, ville rose



Interview

Leur congrès

*Avec Emmanuelle Rasseneur
et Marcie Chol*

Mensonge d'état

Nicolas Sarkozy a bien, pour des raisons politiciennes, fait retarder les annonces de plan sociaux, notamment chez PSA. François Fillon a simplement confirmé une information que tout le monde savait déjà : pour tenter de rester au pouvoir l'ancien président de la République était prêt à tout, même à sacrifier l'industrie du pays.

Cette confirmation décrédibilise totalement les dirigeants de l'UMP lorsqu'ils tentent de faire croire que la gauche est responsable de tous les maux dont souffre la France. Tout au long du dernier quinquennat, les décisions ont été motivées, essentiellement, par des considérations politiciennes. Il ne s'agissait pas de stimuler la croissance, de lutter contre le chômage ou combattre les déficits mais de se maintenir, coûte que coûte, au pouvoir.

PS29

Carton rouge



Les élus de l'alliance qui rassemble les conseillers généraux de droite ont, à deux reprises, franchi la ligne jaune à l'occasion de la session du 18 octobre. Au point que le président Pierre Maille a été obligé de rappeler à l'ordre certains élus.

La gauche n'aime pas les agriculteurs. Voilà le crédo des élus de droite. Avec une mauvaise foi confondante, Jacques Gouérou, élu de Châteaulin, a tenu des propos totalement irresponsables. A l'écouter, l'agriculture finistérienne n'a pas d'avenir. Entre les normes, les règlements, la grande distribution et les élus de gauche, en particulier les écologistes, les agriculteurs sont, à court terme, condamnés à cesser leurs activités.

Pour Pierre Maille, l'ensemble des conseillers généraux du Finistère, de la majorité comme de l'opposition, élus dans des cantons ruraux ou urbains, de manière unanime, savent que l'agriculture et l'industrie agroalimentaire constituent un des socles de l'économie bretonne et finistérienne. « Attention, n'oubliez pas que vous êtes élus et que lorsque vous vous exprimez, vous êtes entendus au-delà de cet hémicycle », a prévenu Pierre Maille. Faire croire aux agriculteurs que le Département pourrait, par des subventions, soutenir les exploitations agricoles, constitue un mensonge. L'installation de jeunes représente un défi pour l'avenir de l'agriculture. Mais comment s'étonner, après de tels discours pessimistes, que le nombre d'installations ne soit pas assez important ?

Quelques minutes plus tard, c'est Didier Guillon, élu du Cap Sizun, qui a récidivé en accusant la majorité du Conseil général de favoritisme. La carte du PS serait un gage pour devenir un agent du département. Cet élu n'a pas cité de noms mais ses descriptions étaient limpides. Sans doute ignore-t-il que des concours sont nécessaires pour accéder à la fonction publique.

C'est la première fois que la droite tombe si bas. En pleine campagne interne de l'UMP pour la direction du parti, certains veulent sans doute se mettre en avant. Mais de tels propos dans l'enceinte de l'assemblée départementale sont totalement inacceptables. Gageons que ces débordements, une fois le président de l'UMP élu, ne se reproduiront plus.

Notre décentralisation

Les conseillers généraux du Finistère de la majorité entendent bien jouer un rôle moteur dans les réformes qui vont être lancées dans les semaines qui viennent. Le 18 octobre, lors de la session du Conseil général, ils en ont apporté la démonstration et ont rappelé qu'ils attendent avec confiance la réforme des collectivités locales.



« Il faut retrouver la confiance »

Pierre Maille, dans son discours d'introduction de la session, a souligné les notions principales mises en avant par François Hollande lorsqu'il s'est exprimé sur la future réforme territoriale.

D'abord la confiance. « C'est-à-dire la nécessité d'un cadre stable de dialogue entre État et collectivités, et aussi la reconnaissance de la diversité et du droit à l'expérimentation », a expliqué Pierre Maille.

Mais aussi la clarté qui doit présider à la bonne identification des missions, des responsabilités respectives de l'État et des collectivités.

La cohérence est également essentielle pour identifier le chef de file, c'est-à-dire la collectivité responsable d'une politique, et pour mettre en place une gouvernance territoriale. « Cela fait écho très nettement aux propositions de la commission menée sous la responsabilité de Michaël Quernez », a souligné le président du Conseil général. Enfin, la démocratie pour définir, à l'occasion du renouvellement des élus départementaux en 2015, le mode d'élection capable de concilier ancrage territorial et respect de la parité.

Alors que les relations entre l'État et les collectivités vont faire l'objet d'une réforme, les conseillers généraux du Finistère

devaient se prononcer, le 18 octobre, sur un certain nombre de contrats de territoires entre le Département et les communautés de communes.

Actuellement, des discussions sont en cours avec les communautés de communes de Châteaulin, de Fouesnant et de la baie du Kernic. Lorsque ces trois derniers contrats auront été signés, l'ensemble du territoire finistérien sera couvert. Et déjà, les premiers contrats signés, ceux de Bmo, du Cap Sizun arrivent à mi-parcours. Le 18 octobre les conseillers généraux ont étudié les avenants des contrats signés avec le COB et la communauté de communes du pays d'Iroise. Car, après avoir contractualisé, le Conseil général évalue régulièrement la mise en application des textes signés.

« L'esprit de la décentralisation ne doit pas être limité aux relations entre l'État et les collectivités. La diversité de nos territoires est une réalité. La construction de stratégies territoriales à l'échelle infra départementale impose d'être capables de réaliser et d'actualiser régulièrement des diagnostics partagés comme de s'accorder avec l'ensemble des partenaires sur les enjeux d'un territoire. »

Il me paraît utile que nous examinions l'intérêt et éventuellement les conditions pour élargir la contractualisation à l'ensemble des politiques départementales, y compris dans le domaine des solidarités, en fonctionnement et en investissement. »



Les contrats territoriaux arrivent à mi-parcours

La prochaine session du Conseil général, le 6 décembre, sera consacrée aux orientations budgétaires. Il faut espérer que d'ici là, les élus de l'alliance auront compris que les attaques injustifiées et personnelles (voir encadré) n'ont pas leur place au sein de l'assemblée départementale. 🍷

Toulouse, ville rose

Toulouse est la seconde ville, après Paris, à avoir organisé le plus de congrès du Parti Socialiste (SFIO). Depuis 1905, à six reprises, les socialistes se sont retrouvés dans la ville rose, qui porte bien son nom.

En 1908, trois ans après celui du Globe, Jean Jaurès fait voter dans sa ville une motion d'unité à l'issue d'un congrès où les socialistes mettent en garde contre les risques d'une guerre entre les puissances européennes.

En 1928, Léon Blum confirme son leadership dans le parti. Après la scission de Tours, en 1920, la SFIO inverse le rapport de force avec le PC et s'affirme comme le parti de la "petite paysannerie".

En 1934, quelques semaines après les émeutes fascistes du 6 février, la SFIO jette les bases du rassemblement *Pain*,



Toulouse 2012 : soutenir et proposer

Paix et Liberté, qui débouchera sur le Front populaire deux ans plus tard.

Le congrès de 1957 reste comme celui de la confirmation de l'engagement européen du PS. Des voix commencent à s'élever contre l'attitude de l'armée en Algérie.

En 1985, la gauche est au pouvoir depuis quatre ans. Si Valence fut le congrès

de la victoire, celui de Toulouse est celui de la préparation des Législatives. Le PS, dont le premier secrétaire est Lionel Jospin, défend le bilan du début du premier septennat de François Mitterrand (nationalisations, décentralisation, retraite à 60 ans, nouveaux droits syndicaux etc.).

Et celui de 2012? Il restera dans l'histoire comme celui de l'unité des socialistes autour du Président, du gouvernement et de la majorité parlementaire. Face à une droite arrogante, le PS, avec Harlem Désir, réaffirme qu'il doit, à la fois, défendre et expliquer la politique du gouvernement et être une force de proposition. 🗳️

Interview

Leur congrès

Avec **Emmanuelle Rasseneur** et **Marcie Chol**

Que représente un congrès national pour des militants qui y participent?

Emmanuelle Rasseneur (7^e circonscription), de la motion 4, et **Marcie Chol**, (6^e circonscription) de la motion 1, reviennent sur leur congrès de Toulouse.

Cap Finistère : Dans quel état d'esprit revenez-vous du congrès de Toulouse?

Emmanuelle Rasseneur : Je reviens de ces trois jours passés à Toulouse avec une envie d'engagement encore plus forte. J'avoue que j'ai toujours une certaine méfiance vis-à-vis des directions nationales des partis, mais là je dois reconnaître que l'humilité des ministres m'a étonné : être assise à deux tables du ministre de l'Intérieur qui se trouvait avec la délégation de sa Fédération est pour moi important. C'est symbolique, mais ça compte.

Marcie Chol : En 2008, j'ai participé au congrès de Reims et je suis particulièrement satisfaite du changement de climat entre ces deux grands rassemblements. A Toulouse nous étions nettement plus détendus. Maintenant, après toutes ces interventions et tous ces discours, j'attends que le parti se mette au travail et nous apporte des arguments plus construits pour défendre la politique du gouvernement et présenter les propositions du PS, afin que nous puissions aller à la rencontre des Français pour leur expliquer ce que nous voulons faire, le sens des décisions prises par le gouvernement et des votes de notre majorité.

Cap Finistère : Vous attendiez-vous à ce que vous avez vécu?

Marcie Chol : Oui. C'est un moment important dans la vie du Parti Socialiste. La presse nous avait annoncé un congrès ennuyeux, sans enjeu mais c'est tout le contraire qui s'est déroulé. Nous avons vu, à Toulouse, des militants rassemblés autour de leur premier secrétaire et du

premier ministre.

Emmanuelle Rasseneur :

C'était la première fois que je participais à un congrès. Je pensais que la salle pourrait interpellier les intervenants, mais les orateurs se succèdent sans que nous puissions intervenir. Je pensais qu'il y aurait plus d'interaction et que les interventions seraient plus regroupées par grands thèmes.

Cap Finistère : Quel changement apporteriez-vous pour le prochain congrès?

Marcie Chol : L'ambiance était très détendue, ce qui est positif mais elle l'était peut-être un peu trop. Il ne faut pas passer de la spontanéité à l'impolitesse. Or, il y a presque toujours dans la salle un brouhaha assez déplaisant. Mais, il faut avouer qu'un congrès national est aussi un moment convivial de rencontre entre les militants. 🗳️



Agenda

**15 novembre
17h00 à 22h00 :**

**Vote pour les secrétaires
de sections, les délégués
de circonscriptions
et le premier secrétaire
fédéral.**

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 977 - Vendredi 2 novembre 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir
de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

Annonces légales & judiciaires

SELARL XAVIER MOAL ET ASSOCIÉS
Avocats

3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

CRÉACTIVE.PRO

Société par Actions Simplifiée
au capital de 2 000 euros
Siège social : 20, rue Guy Peron
29200 BREST

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 23 octobre 2012, il a été constitué une société aux caractéristiques suivantes :

Dénomination :

CRÉACTIVE.PRO.

Forme : Société par Actions Simplifiée.

Siège social : 20, rue Guy Peron - 29200 BREST.

Objet : La fourniture aux porteurs de projets d'une plateforme de services leur permettant de promouvoir et de financer leurs projets notamment par l'intermédiation ; l'exploitation de sites internet, de logiciels et toutes prestations de services et de conseils nécessaires à la fourniture des services précédents.

Capital social : 2 000 euros.

Apports en numéraire : 2 000 euros.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Clauses restreignant la transmission des actions :

Les cessions d'actions par l'actionnaire unique sont libres ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession ou en cas de liquidation de biens entre époux. En cas de pluralité d'actionnaires, toute cession d'actions sera soumise à agrément.

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote :

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées et de participer aux délibérations, chaque actionnaire disposant d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Présidente : Madame Marie-Laure COLAS demeurant 24, rue Jules Michelet - 29200 BREST.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BREST.

Pour avis,
Le Président.

SELARL XAVIER MOAL ET ASSOCIÉS
Avocats

3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

HAMEURY

Société par Actions Simplifiée
au capital de 50 000 euros
Siège social : Rue André Le Harzic
ZA de Kervanon - 29610 PLOUIGNEAU
483 000 568 RCS BREST

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associée unique du 3 septembre 2012, ont été nommés, à compter du jour même, pour une durée de six exercices :

- En qualité de commissaire aux comptes titulaire : la société IROISE CONSEILS AUDIT dont le siège social est à BREST (29200) - 190, rue Ernest Hemingway, RCS BREST 342 047 552.

- En qualité de commissaire aux comptes suppléant : Monsieur Paul SOUBIGOU, demeurant à BREST (29200) - 190, rue Ernest Hemingway.

Mention est faite au RCS de BREST.

Pour avis.

Jean-Marc BERROU

Avocat
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

CENTRALE IMMOBILIÈRE BY OCÉANIC GROUPE

SARL au capital de 1 000 euros
Siège social : 49, rue Louis Pasteur
29200 BREST
538 575 747 RCS BREST

Aux termes d'une décision en date du 15 octobre 2012, les associés statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis,
La Gérance.

Maître Gwenaël RAOUL

Notaire associé à QUIMPER (Finistère)
17, rue Laënnec

Suivant acte reçu par Maître Gwenaël RAOUL, Notaire à QUIMPER le 20 octobre 2012, il a été constitué la société Civile Immobilière suivante :

Dénomination :

SCI KERYVEL.

Siège social : QUIMPER (29000) 10, allée Marie Kéryvel.

Durée : QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) ans.

Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers et exceptionnellement l'aliénation desdits droits et biens immobiliers au moyen de vente, échange ou apport en société.

Capital social : 1 000 euros.

Apports en numéraire : 1 000 euros.

Gérants : Monsieur Vincent Olivier LE GOUALHER, né à LE MANS (72) le 25 mars 1976 et Mademoiselle Isabelle Marie Anne VITRE née à QUIMPER (29) le 17 février 1974, demeurant ensemble à QUIMPER 1, allée Louis et Vincent Florent.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.

Pour avis et mention
Maître Gwenaël RAOUL, Notaire.

SELARL JEAN-MARC BERROU PIERRE LE REST

Avocats
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

EURO FASHION RETAIL

SARL au capital de 220 000 euros
Siège social : 5, rue de l'Eau Blanche
29200 BREST
RCS BREST 503 432 098

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 8 octobre 2012, les associés statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis,
La Gérance.

SARL GILDAS JUIFF

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 7 622,45 euros
Siège social : Rue Even Charruel
29650 GUERLESQUIN
776 220 667 RCS BREST

Aux termes d'une décision en date du 12 octobre 2012, l'associé unique statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis,
La Gérance.

En bref

Boutet-Nicolas : rien n'est joué

En marge du congrès de Toulouse, Marc Coatanéa, premier secrétaire fédéral, et Michel Loussouarn, conseiller général du canton de Rosporden, se sont entretenus avec Arnaud Montebourg pour évoquer la situation de l'usine de conserves *Boutet-Nicolas*. La CECAB venait d'annoncer, la veille, la fermeture programmée de ce site industriel.

Pour Michel Loussouarn, « *une telle décision n'est pas acceptable. Rosporden et son canton ont toujours vécu pour et par la conserverie de légumes. Des générations entières de femmes et d'hommes ont donné leur force de travail à cette industrie. Ils méritent reconnaissance et respect. C'est leur travail, c'est notre identité.* »

Cette décision est d'autant moins acceptable que la CECAB est un groupe coopératif, appartenant à des agriculteurs.

« *Le chiffre d'affaires de 2 millions d'euros (2011) de la CECAB et la rentabilité des sites de Rosporden auraient dû les inciter à mettre en œuvre une autre stratégie pour le bassin de Rosporden, historiquement lié à la conserverie, disposant d'atouts majeurs comme la matière première à proximité et une main-d'œuvre de qualité. Au lieu de cela, la coopérative semble vouloir scier la branche sur laquelle elle est assise* », estime le conseiller général qui annonce que « *nous nous battons pour convaincre le groupe de revoir sa stratégie* ».

SELARL XAVIER MOAL ET ASSOCIÉS
Avocats

3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

BET XAVIER PICHEREAU HT

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 10 000 euros

Siège social : 23, rue Jean-Marie Le Bris
29200 BREST

528 286 339 RCS BREST

La société BET XAVIER PICHEREAU HT sus-désignée a été dissoute par déclaration en date du 22 octobre 2012 souscrite par la société BRETAGNE ÉNERGIE CONCEPT associée unique, Société à Responsabilité Limitée au capital de 196 670 euros, ayant son siège social à BREST (29200) - 23, rue Jean-Marie Le Bris, RCS BREST 518 137 666.

Cette déclaration de dissolution sera déposée au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3, du Code civil et de l'article 8 alinéa 2, du décret n°78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société BET XAVIER PICHEREAU HT peuvent former opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis.

Les oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de commerce de BREST.

Pour avis.